

# FSC ET LA SNDI : COMPATIBILITES ET AMELIORATIONS POSSIBLES

MG PIKETTY, A SAUTIERE

ATELIER DE TRAVAIL 17/11/2021

Principales conclusions et suites 1

**ANNEX 2: Improvements to be discussed during the workshop. Document sent by FSC prior the workshop and complementing the elements provided during the debate 5**

## Principales conclusions et suites

Le standard FSC répond aux principales exigences de la SNDI et le FSC est actif pour soutenir la SNDI.

Certaines limites identifiées peuvent déjà faire l'objet d'actions concrètes pour y remédier. Les propositions d'actions sont les suivantes.

### ***Vérification annuelle de certains indicateurs***

Le standard FSC-STD-20-007 définit les règles d'audit. C'est dans ce standard que sont définis les quelques indicateurs qui doivent être vérifiés annuellement. Ce standard est en cours de révision, il est possible de faire porter par des membres du FSC des demandes spécifiques portant en particulier sur. Ces demandes ont plus de chance d'aboutir si elles sont portées au niveau international. C'est le marché européen qui tire le FSC.

Il ressort du séminaire de travail qu'au moins 4 indicateurs au minimum pourraient être proposés : les indicateurs 6.9 et 6.10 qui sont garants de l'absence de déforestation, et au moins deux indicateurs à choisir dans les critères 3.2, 3.3 et 4.2, 4.3 (ex : indicateurs 3.2.4 et indicateurs 4.2.4) qui sont garants de la mise en œuvre d'une démarche CLIP avec les populations indigènes et les communautés.

Dans le bassin du Congo, les indicateurs du critère 1.4 garantissant que tout est fait pour empêcher des activités illégales sont également très importants. Concernant les risques de dégradation, ils sont couverts par différents indicateurs des critères 6.1, 6.2, 6.3 et 6.6. Il faudrait au préalable définir quels indicateurs spécifiques minimisent les risques de dégradation irréversible.

### **Suites:**

**Les représentants de la SNDI ne peuvent pas être membres du FSC. FSC France en tant qu'entité juridique ne prend pas part aux décisions**

**En collaboration avec FSC-France, des personnes morales ou physiques pouvant représenter l'esprit de SNDI peuvent être identifiées par les représentants de la SNDI. Ces personnes peuvent être déjà membres du FSC ou peuvent devenir membres afin de porter les demandes spécifiques de la SNDI, dont celle de vérification annuelle de certains critères clés pour la SNDI dans le cadre de la révision du standard FSC-STD-20-007. FSC peut également relayer cette demande auprès de FSC international.**

### ***Risque de récurrence de certaines non-conformités, principes de l'amélioration continue***

La question de la récurrence de certaines non-conformités mineures pose question. Dans le cadre de la révision du standard FSC-STD-20-007, des outils sont proposés pour mieux encadrer la qualification

de non – conformités (mineures/majeures), et leur suivi. FSC France propose aux représentants de la SNDI de commenter la version du nouveau standard sur ce thème lors de la consultation publique qui devrait être réalisée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2022.

Il ressort du débat qu'interdire tout simplement la récurrence de non-conformités mineures (i.e. par exemple en passant toute non-conformité mineure en majeure automatiquement si l'indicateur a déjà été en défaut dans des audits précédents, ce qui garantit que la NC est résolue en de brefs délais) sur un même indicateur apparaît trop contraignant pour les représentants d'auditeurs, du FSC et de l'ATIBT présents au séminaire.

Cet avis n'est pas partagé par Marie Gabrielle Piketty. Au minimum, elle demande qu'il y ait maintenant de fait un suivi réalisé par le FSC et/ou les organismes de certification de l'évolution des non – conformités mineures d'une entreprise. Ce suivi pourrait sans aucun doute être mis en place avec la mise en ligne des rapports d'audits FSC et permettrait de statuer plus facilement sur l'amélioration continue (ou pas) de la gestion de l'entreprise au cours du temps. Tout le monde valide la nécessité de ce suivi. Ce suivi pourrait permettre la mise en place d'un système d'alerte en cas de récurrence, facilement identifiable par les auditeurs.

Enfin, la proposition de publication de rapports d'audit complets permettant d'analyser aussi comment les conformités sont évaluées n'a pas été retenue. Il est proposé plutôt que les checklist utilisées par les auditeurs pour évaluer les conformités soient intégrées dans le rapport d'audit. Cependant, il faut souligner que cela risque de se heurter aux questions de confidentialité sur le « savoir-faire » de l'organisme de certification. Il faut noter que les pratiques des auditeurs et des organismes de certification sont déjà contrôlées par l'ASI.

#### **Suites à valider :**

**FSC transfère à la SNDI la dernière version de la révision du standard la SNDI mandate une personne pour faire part de ses commentaires et demandes spécifiques dans le cadre de la consultation publique du premier semestre 2022. Outre la réponse à FSC international, la personne mandatée transmet ces retours également à FSC France pour suivi.**

**FSC France demande à FSC international si la mise en ligne des rapports d'audits FSC peut être réalisée de manière à pouvoir suivre facilement l'évolution des non-conformités mineures par entreprise au cours des cycles de certification. Si les membres de la SNDI ont identifié un membre ou plusieurs membres pour porter leurs demandes dans le cadre de la révision des standards, cette demande spécifique peut aussi y être portée avec plus de chance de succès.**

**Une discussion pourrait être menée avec les organismes de certification afin d'évaluer si les checklists qu'ils utilisent pour réaliser leur audit pourraient faire partie intégrante des rapports d'audits.**

#### ***Limite de 5% de conversion /questions des dates butoirs/définition déforestation /conversion***

Le FSC est en train de développer un guide complet sur les conversions qui sera présenté à la prochaine AG du FSC international. La notion de conversion est plus large que la simple déforestation car elle inclut les HVCs qui peuvent ne pas être couvertes par des forêts (telles que les prairies, les zones humides, les tourbières, etc.). Le processus est en phase finale. FSC-France propose de transmettre la dernière version du projet. Dans ce guide, des définitions claires de la conversion/déforestation et la dégradation sont disponibles, des cas exceptionnels où les conversions sont autorisées également. Ce guide ne prend pas en compte pour l'instant une valeur absolue de la surface déboisée en plus du seuil

de 5% (définition de "portion très limitée"). Si une nouvelle consultation publique est organisée, le représentant français de la SNDI pourrait apporter des commentaires sur cette question.

**Suites à valider : FSC transmet à la SNDI la dernière version du guide complet sur les conversions et informe la SNDI si une nouvelle consultation de ce guide est organisée**

### ***Collaboration pour améliorer la prise en compte de la dégradation***

Le guide sur les conversions en cours d'élaboration fournit une définition claire de la dégradation. Des seuils doivent être définis nationalement pour estimer quand la dégradation devient de fait une conversion. LE FSC est ouvert à des collaborations permettant de définir ces seuils dans les grands bassins forestiers mondiaux. Ceci pourrait rentrer dans le cadre d'une étude visant à opérationnaliser l'approche HCS (cf infra).

### ***Collaborer pour évaluer si et comment l'approche HCS peut être rendue opérationnelle dans le standard FSC.***

L'approche HCS est potentiellement extrêmement riche mais, aujourd'hui, elle n'est pas opérationnelle pour se traduire en indicateurs simples et facilement auditables de manière incontestable. Il est nécessaire de mener une étude de fond sur les grands bassins forestiers pour rendre ce concept opérationnel, analyser s'il est possible de définir des seuils entre les différents types de forêts facilement vérifiables et pouvant ainsi être audités. Le CIRAD a fait une première proposition. FSC France propose de faire le lien au niveau international pour étudier la possibilité de coopération notamment via son projet Focus Forest.

**Suites à valider : Réponse de l'AFD au projet du CIRAD, propositions à ajuster et formaliser si elle est confirmée, présentation à FSC afin de voir les collaborations possibles avec le projet Focus Forest et avec les équipes nationales FSC en charge de la définition des seuils de dégradation/conversion.**

**Les deux points suivants n'ont pas pu être débattus pendant le séminaire mais ont fait l'objet de propositions écrites par le FSC (cf annexe).**

Concernant la difficulté que les auditeurs rencontrent pour auditer parfois les zones de type HCV, le FSC assure que les auditeurs sont compétents et font des formations suffisantes pour auditer correctement ce type de forêt. Les guides fournis par FSC sont de plus très détaillés. Aucun changement n'est proposé dans ce domaine.

Concernant l'amélioration de l'accès à la certification pour les petits producteurs, FSC travaille sur plusieurs solutions - y compris des adaptations au cadre normatif, des outils de formation, des solutions de marché, etc. - pour améliorer l'accessibilité du système et ses avantages pour les petits exploitants et les communautés. Une proposition en cours de développement est une procédure d'amélioration continue, qui permettra à certains types de détenteurs de forêts de satisfaire aux exigences du FSC sur une période de 5 ans, tout en bénéficiant dès le départ de tous les avantages de la certification. La norme SLIMF (Small and Low Intensity Managed Forests) est également en cours de révision.

**Suites générales en complément**

FSC est preneur d'un travail de recherche plus précis sur les standards FSC nationaux. Il appuierait des projets de recherche dans ce sens si des propositions par le CIRAD ou leurs partenaires sont faites.

FSC est intéressé pour participer régulièrement à de séminaires de travail visant à faire le point et contribuer sur le thème bois dans le cadre de la SNDI. Une plateforme de travail et d'échanges pourrait être opérationnalisée par la SNDI comme cela a été fait dans le cadre du cacao.

Il faut profiter de la présidence française de l'UE pour faire passer des messages importants sur ce dossier. Une réunion avec FSC international et les personnes en charge des questions de déforestation importée à l'Europe doit être organisée. Il y sera important d'expliquer pourquoi le choix de cut-off dates n'est pas neutre pour les standards comme FSC.

ANNEX 2: Improvements to be discussed during the workshop. Document sent by FSC prior the workshop and complementing the elements provided during the debate

## **1. The frequency of verification of key indicators for the SNDI**

Problem : Most of key indicators for SNDI are not verified on an annual basis : they are only verified every 5 years during full assessments, some of them sometimes verified once between the 5 years. Therefore, there is a risk that deforestation is not detected until a few years after it has occurred, that some social rights or FPIC are not guaranteed during some years.

Possible improvements to be discussed :

SNDI could define which key indicators must be verified on an annual basis.

FSC could make mandatory the verification of such specific indicators during annual audit.

FSC France comments:

- Standard FSC-STD-20-007 which defines the Forest Management audit requirements, including the criteria that need to be audited on an annual basis, is currently under revision. Those criteria to be audited on an annual basis are going to be reviewed in the coming months by the technical working group set up by FSC International and an updated version will be presented during the next public consultation in the course of the first semester of 2022.
- French SNDI representatives could provide comments on that updated proposal during the public consultation. FSC France could also relay those comments to FSC International colleagues in charge of this revision process.

## **2. The conditions for granting minor non-conformities for the SNDI key indicators**

Problem: FSC audit procedures allow minor non-compliance, which the company must resolve within 12 months maximum. Therefore, potentially some SNDI criteria may not be met for a certain period.

Possible improvements to be discussed :

- FSC could add stricter rules for companies wishing to export to France and prohibit any minor non-compliance for SNDI criteria and indicators. SNDI shall define for which criteria and indicators non-compliance are not allowed. Any non – compliance with SNDI criteria shall be considered as major.
- FSC should be more stringent about non-compliances and reduce the time to fix things. The recurrence of some of minor-compliance through the years, as evidenced on research in

several countries, add to potential perverse behavior of audits through manipulation of NC reported. If minor conformance is allowed for SNDI criteria, recurrence of minor- non-compliance with the same indicators shall be completely prohibited.

FSC France comments:

- Standard FSC-STD-20-007 which defines the Forest Management audit requirements, including the criteria that need to be audited on an annual basis, is currently under revision. Some tools are being designed to enhance the capacity of certification bodies, ASI (Assurance Service International – the FSC accreditation provider) and FSC to monitor the non-conformities (major and minor). Recurrence of non-conformities would then be easier to identify and address.
- French SNDI representatives could provide comments on that updated proposal during the public consultation. FSC France could also relay those comments to FSC International colleagues in charge of this revision process.

**3. The limits for the 5% conversion allowed by the standard**

Problem : For criterion 6.10, ecosystem conversion can affect up to 5% of the total area of the logging zone, notably if it generates additional benefits and does not damage HCV forests. Nonetheless, 5% is not insignificant in some cases and can represent large areas. More ecosystem conversion is also possible (since 1994), if there is proof that the “business is not directly or indirectly responsible for the conversion”.

Possible improvements to be discussed :

SNDI should adopt a clear definition of deforestation.

FSC should align the criteria 6.10 with the SNDI 'deforestation' definition.

FSC should fix a maximum absolute value for forest conversion beyond the % allowed

Timber originated from direct conversion (limit to 5 % and by a maximum absolute value) shall not be commercialized with FSC certificate

The company shall be able to demonstrate that the volume of timber commercialized do not include any volume from conversion not under the direct or indirect responsibility of the company.

FSC France comments:

- FSC International is currently developing a Policy on Conversion which aims to clarify and enhance the coherence of FSC position and rules on conversion across its system (a policy document is of the highest level in the hierarchy of FSC normative documents).

- This policy provides a clear definition for conversion (see in annex of this document). The notion of conversion is wider than just deforestation as it includes High Conservation Areas that may not be covered by forests (such as grasslands, wetlands, peatlands, etc.) Once this policy is set, it will be difficult for FSC to change it on the short term. The French SNDI representative could consider the definitions used by FSC.
- This policy doesn't consider for the time being an absolute value of deforested area in addition to the 5% threshold (definition of "very limited portion"). If a new public consultation is organized, the French SNDI representative could provide comments on this issue.
- In practice, the demonstration that the conversion (of very limited portion) "will produce long-term conservation and where possible social benefits, in the Management Unit" is extremely difficult – aside of restoration activities. The French SNDI representatives could send an interpretation request to FSC International to better identify which cases could be allowed under this requirement.
- If a company is in conformity with FSC requirements for a defined management unit, all the forest products coming out of this particular management unit can be sold as certified.

#### **4. Improved consideration of forest degradation**

Problem : Forest degradation is not explicitly mentioned in the standard's frame of reference, except for Intact Forest Landscapes or in the definition of "restoration" provided in the glossary. The activity of timber production necessarily leads to the removal of trees. But the forest management standards clearly state that this degradation has limits and cannot be irreversible over time.

#### Possible improvements to be discussed :

A clear definition of degradation is needed to improve its explicit consideration in the FSC standard.

SNDI could promote a study relying on the HCS approach, allowing to define maximum forest degradation thresholds for major forest ecosystem types at the global scale.

Once those thresholds are clearly defined, they may be introduced explicitly by FSC in their standard.

#### FSC France comments:

- The Policy on Conversion which is being developed provides a clear definition for degradation (see in annex of this document). One of the principles of this policy request FSC to define (through a subsequent process) clear thresholds for when degradation constitutes a conversion. Those thresholds could be adapted nationally, based on international guidance, evaluation and approval.
- The French SNDI representatives could collaborate with FSC International to define such thresholds.

#### **5. Explicit inclusion of HCS forest protection in the standard**

Problem: The definition of HCS zones is not explicitly mentioned in the standard's frame of reference. Yet, the HCS approach can only be partially assimilated to the HCV (High Conservation Value) approach.

Possible improvements to be discussed :

FSC should introduce explicitly the protection of HCS forest in the standard.

FSC France comments:

- FSC International is currently running a project called [Focus Forests](#) aiming to develop a framework of definitions and values that serve as a basis for dialogue among a wide range of stakeholders for determining the areas that need to be protected through FSC certification.
- FSC France could investigate how the French SNDI representatives could participate in this project and input regarding the inclusion of HCS areas.

## **6. Inclusion of verifiers to facilitate the protection of HCV forests or the use of an independent assessment of HCV forests**

Problem: Several criteria and indicators are designed to ensure that HCV zones are identified, protected and monitored. However, in practice, identifying and demarcating these zones depends on the knowledge and qualifications of the experts responsible for certification. In addition, the auditors' assessment of the state of HCV zones is often limited due to their remoteness and the time it takes to accomplish the task with rigour.

Possible improvement to be discussed:

It is not a requirement from FSC to follow the guidelines developed by the HCV Resource Network, which includes prescriptions on how to identify HCVs, and some additional safeguards to ensure that i. there are no conflicts of interest of the HCV assessor; and ii. The assessment meets certain quality standards. For example, the HCV assessment needs to be conducted by an independent licensed assessor, and the assessment needs to be reviewed by an independent quality assurance panel. Some certification schemes, e.g. RSPO, require to conduct an HCV assessment through the HCV Resource Network. This is not the case for FSC as under this scheme the assessment can be conducted by any 'expert' (even someone from the company) and does not need to be reviewed by an independent body. The FSC standard can therefore be strengthened by including a requirement to conduct an HCV assessment following the HCVRN guidelines. In doing this, the FSC auditor only will have to verify that the HCV assessment has indeed been conducted, and has been quality reviewed by the HCVRN and that they are correctly protected. Specific formation and training of auditors is needed. More, peer review is needed to the audit chapter on HCV because the ecologic knowledge demanded from auditors is high.

FSC France comments:



- HCVs are a pillar of FSC certification, and their identification, management and monitoring are subject to high scrutiny at all levels of FSC certification system. That's why FSC has developed specific guidance (based on what is provided by the HCV Network) for both standard development groups – the bodies in charge of developing National Forest Stewardship Standards, including National HCV frameworks – and certified forest managers. Both documents (French versions) are provided for your information (English versions can be downloaded from the FSC Document Center).
- Annex 3 of the FSC-STD-20-001 on General audit requirements mention that: "The audit team shall include members with the experience and knowledge to audit the forest management organization's process for identifying HCVs and interviewing stakeholders on the presence of ecological HCVs in the area to be evaluated, as well other environmental issues that are likely to be of importance during the audit."
- The evaluation of HCVs is also part of the mandatory training for FSC auditors (FSC-PRO-20-004) delivered by Training providers which quality is controlled by ASI (FSC accreditation body).

## 7. Proposed alternatives to reduce barriers to certification for small-scale producers

Problem : The standard theoretically gives small producers access to certification, but in practice it is still not very accessible. The FSC has developed criteria to help define simplified national standards for small producers and communities (group certification). This approach is very demanding for the vast majority of small producers and, overall, it is seldom used in the tropics.

### Possible improvements to be discussed:

A FSC approach to small, mainly community-based forestry is needed. FSC should admit continuous improvement with a focus on monitoring.

### FSC France comments:

- As directed by FSC members during the past General Assembly and detailed in FSC Global Strategic Plan 2021-2026, FSC is working on [several solutions](#) – incl. adaptations to the normative framework, training and ready-to-use tools, market solutions, etc. – to enhance the accessibility of the system and its benefits for smallholders and communities.
- One solution being developed is a [Continuous Improvement Procedure](#), which will allow certain types of forest holders to meet the FSC requirements over a period of 5 years, while enjoying the full benefits of certification from the start.
- The [SLIMF \(Small and Low Intensity Managed Forests\) standard](#) is also being revised to provide better alignment and clarity on how such forest holders are taken into account and upheld throughout FSC system.

## 8. Improving content of and access to certification reports

Problem: Audit reports are not always easily accessible because there is no permanent archiving by the FSC on its current platform (<https://info.fsc.org/certificate.php>). More, audit reports published only contain details about the issues of non-compliance encountered and their solutions. How compliance is assessed in these public reports is not described.

Possible improvements to be discussed:

Making full audit reports available including the evidence stated by auditors to assess compliance with indicators.

The full reports should be made available online in digital form so that anyone can easily verify that the same minor non-conformities are not repeated during certification cycles, for example, or that there really is continuous improvement evidenced by a regular and systematic decrease of minor non-conformities over time.

FSC France comments:

- FSC is already working on [FSC-STD-20-007](#), to facilitate overall evaluation and calibration of audit quality, as well as access to their public summaries.
- The information that is to be included in the public audit summaries is detailed in FSC-STD-20-007, which is currently under revision. The French SNDI representatives could provide comments on this topic during the next public consultation (first semester of 2022). FSC France could relay those comments to FSC International colleagues in charge of this revision process.